

NAF

BI-MENSUEL
ROYALISTE

DU 24 MARS
AU 6 AVRIL 1976

6E ANNÉE

la révolte
des vignerons

DIRECTEUR
POLITIQUE
B. RENOUVIN

NOUVELLE ACTION FRANÇAISE

n° 222 3 F

u.r.s.s.

la résistance

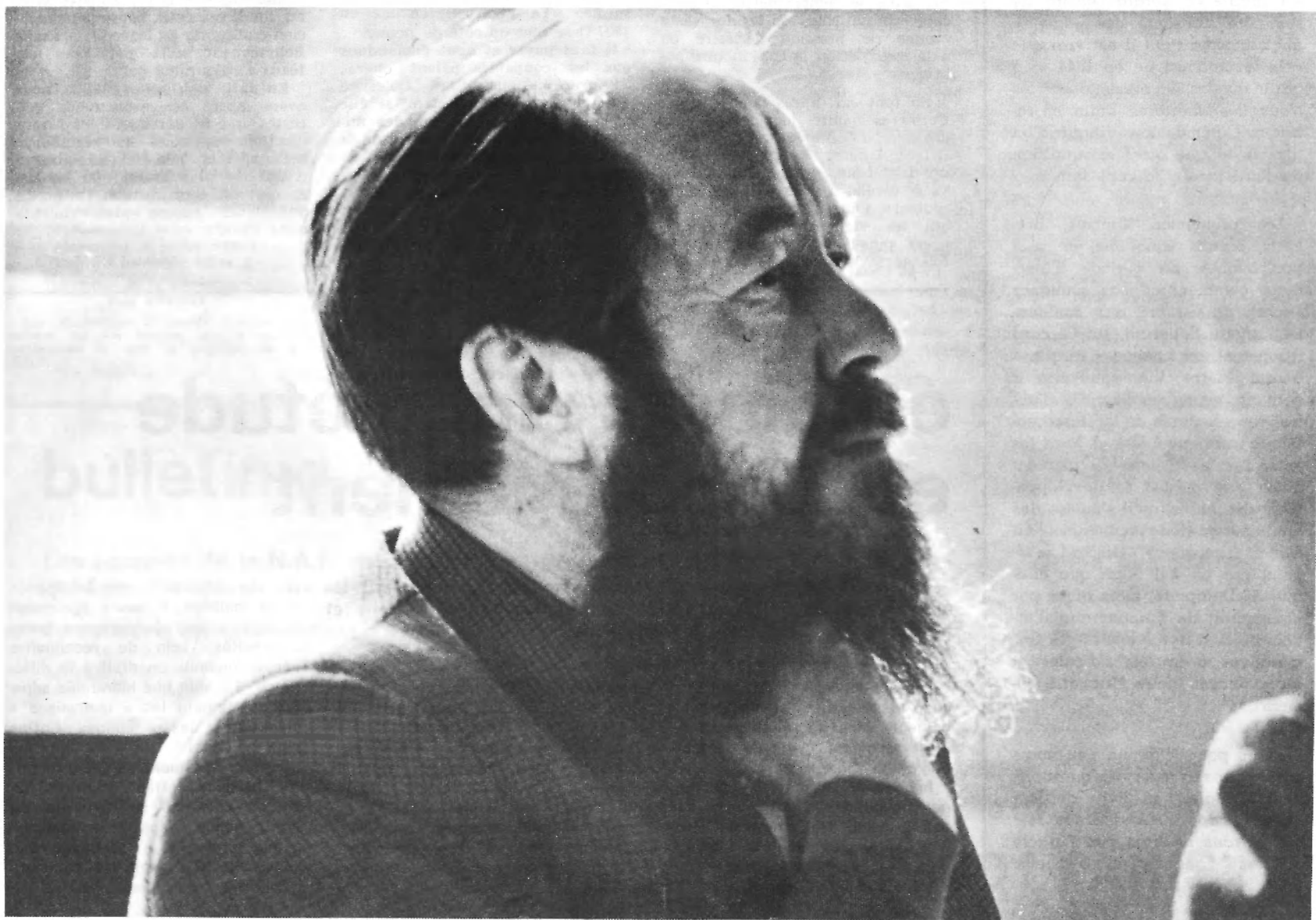


photo CH 10 - C. SEUIL

repères

Encore et toujours la question du communisme. Non que nous y tenions ! Mais, à la fin du conseil de rédaction, force nous est de constater que la moitié des sujets y ramène sous une forme ou sous une autre. L'actualité le veut, et des journalistes se doivent de la suivre.

Ainsi ce mois de mars qui a vu se terminer le 25^e congrès du Parti soviétique et paraître en France le Tome III de *l'Archipel du Goulag*. D'où l'analyse du livre, et des réflexions sur l'avenir de l'opposition en URSS (notre « Centrale »). Gérard Leclerc, de son côté, consacre ses « Idées » au marxisme (tant il est vrai que « le Goulag est né en 1844 ») à partir du dossier présenté par les *Nouvelles Littéraires*. Enfin, en rubrique Cinéma, une critique d'un film soviétique où il est question du Parti face à la contestation.

Les problèmes français, brûlants, parfois sanglants, ne sont pas oubliés. En période d'élections, comment ne pas souligner l'échec de Giscard aux cantonales ? (notre *Editorial*). Un Giscard inconstant, un homme « fragile » à qui Pierre Viansson-Ponté a écrit en même temps qu'à d'autres représentants de la classe politique (rubrique « Lire »). Mais les jeux des politiciens ne peuvent nous faire oublier le développement des luttes, qu'il s'agisse des étudiants ou des viticulteurs (« *La Nation française* »). Giscard y répond par un VII^e Plan que critique A. Delaporte, mais aussi par un surcroît de bureaucratie (l'article de P. d'Aymeries) et par des initiatives à la fois ridicules et scandaleuses (notre *Mauvaise humeur*).

Enfin, pour rêver un peu, mais aussi pour retrouver des questions fondamentales, un livre de Jacques Laccarière sur la Grèce. Même si vous ne lisez pas l'article d'Yves Landevennec, achetez « *L'Été grec* » !

la presse au crible

Il y a beau temps que les Français ne sont plus un peuple de paysans. D'ailleurs, durant des années, les médias leur avaient expliqué à tous et à chacun combien le progrès imposait l'habitation en H.L.M., Guy Lux et les conditions déplorables de la vie et du travail en ville.

Aussi, nombreux sont les sourires à l'annonce de manifestations agricoles : il ne peut s'agir que de survivances des jacqueries d'antan : c'est si vrai que pas un seul organe d'information sérieux n'a pris la peine d'expliquer à ses lecteurs le pourquoi et le comment du drame agricole français. En fait, si les paysans pensent souvent en terme de jacqueries, les nouveaux citadins se montrent trop souvent héritiers de ces bourgeois du Moyen Age convaincus de la supériorité des bourgs sur les champs.

Ainsi, méprisés parmi les méprisés, les vigneron du Languedoc manifestent : mais, heureusement, nous expliquent les journalistes des trois chaînes télé, M. Bonnet saura défendre les intérêts agricoles français sans se compromettre avec la catégorie viticole, sorte de vaste groupe de pression dérisoire ou dangereux, selon la conjoncture politique.

En tout cas, après l'incident des Corbières (suite logique de ceux d'Aleria, d'Epinal et autres Saint-Brieuc, Guéret, Vannes, Saint-André-de-Cubzac, Auch...), la presse va se révéler à nous sous ses vraies couleurs. Outre France-Inter, pour qui les vigneron sont devenus « ces gens-là » (entendu plusieurs fois après le drame), « *Le Monde* »

parle de « vigneron méridional aux nerfs d'étau » (6 mars)... Je vous dis : plus fainéants que les Arabes, plus râleurs que les nègres.

Philippe Tesson se demande froidement si la « sottise des viticulteurs » ne va pas encore jouer en faveur du gouvernement, et ceci à la veille des élections cantonales : « Ainsi s'en va la démocratie », conclue-t-il...

Certes, « *Le Monde* » et « *Le Quotidien de Paris* » du 7 mars reviendront à des réalités plus humbles, expliquant, justifiant parfois les vigneron. La télévision insiste insidieusement sur le match France-Galles que les Méridionaux ne pourront pas voir (Ah ! s'ils avaient été sages !).

Mais « *L'Aurore* » et « *Le Figaro* » poursuivent la réaction anti-paysanne. « *Le Figaro* » (comme en 1907 !) se met du côté du pouvoir : « Il faut payer et nous demandons que les coupables paient cher », « *L'Aurore* » poursuit : « Qu'est-ce que la sécurité collective si elle n'est d'abord surveillance des milieux où pullulent les apôtres de la violence et contrôle des engins de mort ? » Et, sur les ondes nationales, Jean Grandmougin souligne la manipulation des vigneron par les groupuscules séparatistes (et — « horresco referens » — pro-Palestiniens !).

La presse provinciale montre un visage tout à fait opposé. Les quotidiens méridionaux n'ont pas les moyens d'imposer des opinions contraires à celles de la masse de leurs lecteurs. Les manifestations y sont relatées sans passion mais les éditoriaux rappellent tout de même à qui a profité le Marché commun agricole (peut-être à l'agriculture française, mais pas aux régions agricoles traditionnelles).

Ainsi, Jacques Faure, dans « *Sud-Ouest* », nous rappelle que les autorités du Marché commun ont omis de développer les possibilités de la culture du soja dans le Midi français au bénéfice des producteurs américains.

F. Cousteaux, dans « *La Dépêche* », attend un Etat qui sache écouter les voix qui montent de la terre... et comprendre le désespoir. Il prophétise la multiplication de ce genre d'incidents, « tant que l'énorme machine technocratique ne tiendra pas compte de la réalité première, « l'homme » ».

Et « *Sud-Ouest* » publie une photo des vignes d'Emile Pouytes avec, au fond, un petit bourg languedocien embrumé ; en légende : « Emile Pouytes est mort pour ces coteaux »... Pourquoi pas ?

En fait, le sentiment que nous avons après ces événements est, certes, que se durcissent les revendications agricoles ou régionales, mais surtout que le jacobinisme d'Etat est plus brutal que jamais. Et ceci est certainement l'annonce d'incidents encore plus violents dans l'avenir.

Roland EYMARD

étudiants : inquiétude et découragement

Rite de printemps, la grève des étudiants, renouvelant les mouvements de 1973 et 1974, eux-mêmes échos affaiblis et décolorés de la « fête » de mai 1968 ?

Pas seulement ! Car il y a beaucoup d'inquiétude et de découragement dans le mouvement qui s'est dessiné à la fin du semestre universitaire.

Inquiétude devant le chômage qui frappe les sans-diplôme mais oblige aussi les « heureux élus » à accepter des emplois sans rapport avec leur formation.

Découragement provoqué par la

réforme du 2^e cycle qui aggrave la sélection sans résoudre le problème des débouchés et l'incapacité du mouvement syndical étudiant à faire reculer le gouvernement.

L'arrêté du 16 mars (1) préparé par M. Soisson et signé par Mme Saunier-Seïté peut légitimement provoquer la révolte des étudiants. Semblant établir un nouveau de-

gré de sélection entre la licence et la maîtrise, il ouvre également la voie à une concurrence entre universités. Loin de reconnaître une autonomie, un droit à la différence, il établit une hiérarchie séparant nettement les « mauvaises » universités des « bonnes » (les plus serviles).

Plus précisément, le D.E.U.G. (2), obtenu dans certains endroits, ne suffira plus pour se faire inscrire en 3^e année dans les établissements autorisés à pratiquer une super-sélection. Ainsi les étudiants qui n'auront pas les moyens de se

vignerons en colère

Le vigneron Emile Pouytes et le commandant Joël Le Goff sont morts. Pourquoi? Parce que quelques viticulteurs excités auraient voulu jouer à la guerre? Car ce sont bien des viticulteurs et non des émeutiers professionnels — n'en déplaise à M. Fourcade — qui ont pris leur fusil de chasse.

Ce sont des gens des Corbières, les plus violents de tout le Midi. L'Espagne n'est pas loin et, qui connaît les paysages de cette région, roches brûlées par le soleil sentant déjà la poudre, comprendra qu'ici les passions peuvent s'embraser à la moindre étincelle.

On est loin de ce Tartarin en qui les Parisiens voient tout méridional; mais ici Tartarin est allé au bout de ses menaces. Tragique incompréhension des politiciens républicains à l'égard du Midi. Déjà en 1907 Clemenceau disait : « Dans le Midi tout finit par des chansons ». Le 19 juin il y avait six tués à Narbonne parmi les manifestants. En 1976 rien n'a chan-

gé : il a fallu que le sang coule pour que l'information parisienne accorde sa place à la situation catastrophique du Midi viticole. Quand comprendra-t-on que chez nous le désespoir n'est pas une comédie de Pagnol? Des hommes dont on veut ignorer les difficultés, qu'on amuse par de vaines promesses et dont on laisse se dégrader la situation, que leur reste-t-il pour se faire entendre?

Pourquoi ces morts? Parce que les chais de M. Ramel ont été détruits? La riposte du gouvernement fut rapide. Pourtant les destructions étaient déjà anciennes : canions arraisonnés et vidés de leur contenu, cuveries défoncées



à Sète et ailleurs et ceci pendant des mois sans aucun procès, il serait intéressant de connaître les relations de la Société Ramel. Fraudes et scandales sont monnaie courante dans ce milieu, mais quelles ont été les poursuites et les sanctions? M. Poniatowski monte en épingle les deux cents ouvriers réduits au chômage par le saccage des chais Ramel, mais il ne dit mot des milliers de viticulteurs écrasés par les négociants. Il préfère dresser les travailleurs les uns contre les autres, c'est sa manière d'assurer l'ordre.

Comment pouvait-il méconnaître les mises en garde des organisations professionnelles et ignorer que malgré leur bon sens les dirigeants du mouvement viticole ne pourraient empêcher les passions de s'exacerber et les plus exaltés d'en venir à la dernière extrémité?

Rien ne fut fait pour améliorer la situation et calmer les esprits. Au contraire! Le pouvoir cherchait à faire peur aux électeurs à la veille des cantonales pour assurer sa majorité... avec le piètre succès que l'on sait d'ailleurs!

Le pouvoir a choisi de sacrifier les viticulteurs du Midi à l'Europe de Bruxelles. Pris dans l'engrenage du Marché Commun il n'a certes pas la partie facile. Mais est-il admissible de ne prévoir aucune compensation, aucune reconversion?

Et nous conjurons les non-Méridionaux de ne pas rejeter toute la responsabilité des morts de Montredon sur leurs frères paysans du Midi. Demain, d'autres régions, d'autres travailleurs, peuvent à leur tour pâtir de l'Europe des lobbies.

Philippe ARNAVIELLE

faire inscrire (parfois loin de chez eux) dans une bonne université n'obtiendront que des « diplômes nationaux » de deuxième zone.

Ils seront tout de même favorisés par rapport à ceux qui n'auront que le « diplôme d'université » délivré par les établissements dont l'enseignement n'aura pas été habilité par le ministre.

L'importance donnée aux stages professionnels fournit aux chefs d'entreprises un excellent moyen de pression sur les universitaires (sans aucune contrepartie puisque les entreprises ne sont obligées ni de payer les stages qu'elles accordent ni de fournir des débouchés aux enseignements qu'elles peuvent imposer). L'étudiant qui aura dû suivre un enseignement « professionnalisé » n'aura aucune certitude quant à son avenir, d'autant plus que les habilitations ne sont accordées que pour cinq ans : ainsi le diplôme « professionnel » obtenu sera en permanence exposé à une dévaluation ultérieure provoquée par le retrait d'habilitation.

Cette immixtion du capitalisme ne peut se faire à chaque niveau qu'avec l'appui du ministre dont les pouvoirs sont considérablement augmentés, au détriment de la majeure autonomie obtenue en 1968.

Or, loin d'essayer d'apaiser les étudiants par un semblant de concertation ou de chercher à donner des prétextes à sa réforme, Mme Saunier-Seïté fait preuve d'une brutalité frisant la provocation.

Dans ses déclarations à France-Inter et à Antenne 2 le secrétaire d'Etat a fait preuve d'un mépris qui a choqué la majorité des étudiants menacée globalement de ne pas avoir de « diplômes nationaux » en fin d'année.

Quelques jours plus tard, le directeur des Enseignements Supérieurs, interrogé sur la première circulaire d'application de l'arrêté, a fait preuve de la même détermination. Si l'on replace ces déclarations cassantes dans le contexte des cantonales on s'aperçoit que pour gagner les élections, la droite

a cru devoir faire, en plus de son anticommunisme primaire, dans l'anti-Université.

L'attitude de la gauche n'est guère plus honorable. Guy Hermier peut bien déclarer, au nom du Parti communiste, « qu'il soutient les légitimes revendications des étudiants... » Le rôle de l'U.N.E.F. communiste dont les cadres passent plus de temps à critiquer les syndicalistes étudiants « minoritaires » ou « extrémistes » qu'à dénoncer la réforme Soisson, n'en est pas moins très équivoque. Partout le P.C. agit seulement pour ne pas être débordé.

Préférant appeler les étudiants à participer aux manifestations des fonctionnaires du 9 mars (là où personne ne discutait son rôle prépondérant), le Parti prétendait encore (violemment mais sans succès) diriger le cortège étudiant le 10 mars à Paris. Ce genre d'attitude récupératrice déjà nuisible lorsque les étudiants se mobilisaient facilement devient grotesque quand le mouvement est si faible.

Mais tous les partis de gauche ont des attitudes semblables, ce qui explique la multiplication des « syndicats » étudiants mis en place dans le seul but de pêcher des militants dans les universités. Le dernier en date, le C.O.S.E.F., est l'œuvre des militants du P.S. de la tendance Mitterrand.

Par de telles attitudes, les syndicalistes étudiants de gauche discréditent la lutte contre la réforme aux yeux de l'opinion et permettent au gouvernement de détruire sans problème un des derniers bastions de la liberté intellectuelle.

COLLECTIF DES ETUDIANTS DE LA N.A.F.

(1) Pour une étude complète de l'arrêté, voir *Naf-Université* no 5.
(2) Diplôme d'Enseignement Universitaire Général, sanctionne les deux premières années d'études.

7e plan : une ardente décontraction

Présidant à la reconstruction de l'après-guerre, « ardente obligation » avec de Gaulle, la planification française a bien changé. Le VII^e Plan, loin d'être un « réducteur d'incertitudes », s'annonce comme une simple étude de marché. Au service exclusif du libéralisme avancé de M. Giscard d'Estaing.

Un plan, pour quoi faire ? Cette interrogation pourtant déjà ancienne, est plus actuelle que jamais. Indiscutablement, l'enthousiasme des premières années est bien mort. Les maigres résultats du VI^e Plan (1971-1975) y sont pour beaucoup : aucun des objectifs théoriques (plein emploi, équilibre budgétaire) et chiffrés (hausse des prix, construction de logements, valeur ajoutée agricole, etc.) n'a été tenu. Il est certes facile d'invoquer les difficultés monétaires mondiales, les problèmes pétroliers et les incertitudes nées de la mort du président Pompidou, n'empêche que les réticences les plus diverses face à la planification procèdent d'une même remise en cause de l'action de l'Etat dans la maîtrise des évolutions économiques et sociales du pays.

Entre le dirigisme tatillon de la planification des pays de l'Est et le libéralisme à peine aménagé des pays occidentaux, la France avait réussi à élaborer un style particulier de direction pluriannuelle de ses politiques. Expérience sans nul doute intéressante, qui avait suscité la curiosité de nombreux pays attirés par nos méthodes de prévision et de concertation. Mais les étrangers oubliaient souvent les deux conditions indispensables à tout projet planificateur : une relative centralisation politique et administrative, et l'existence d'un consensus national tendu vers la réalisation des objectifs retenus.

« FAITES-NOUS UN BON PLAN »

A maintes reprises, alors qu'il n'était que ministre de l'Economie et des Finances, Giscard d'Estaing avait fait la preuve de son aversion pour toute prévision à moyen terme, lors des arbitrages budgétaires notamment. Sceptique de caractère, empirique de formation, Giscard n'a jamais cru dans le Plan et ses contraintes. Cela explique l'incertitude qui, après son élection à la présidence de la République, a pesé sur le Commissariat général au Plan, menacé de liquidation, et sur le futur VII^e Plan, un instant promis aux oubliettes de l'histoire.

Pour finir, obéissant à on ne sait quelle motivation, Giscard a décidé, en décembre 1974, de lancer la phase préparatoire du Plan.

Mais, dès le départ, personne n'a été dupe. Il s'agissait d'une simple opération politico-publicitaire chargée de rappeler aux populations la volonté du chef de l'Etat de résoudre les grands problèmes de la société : chômage, inégalités sociales, inflation. Mais point d'engagements précis et chiffrés à moyen terme : il suffira de définir de belles idées générales et de mettre en œuvre, année après année, selon la conjoncture économique et politique, des actions particulières et limitées (les fameux programmes d'action prioritaires). La fin du VII^e Plan (1980) coïncidant avec le début des futures élections présidentielles, il ne faudrait pas prêter le flanc à des critiques pour non-respect des engagements. D'où l'étroite marge de manœuvre des planificateurs, coincés entre deux limites : un plan racoleur, pour asseoir la popularité du chef de l'Etat, mais un Plan flou, pour ne pas se compromettre. Un seul mot d'ordre : « **Faites-nous un bon Plan.** »

S'il fallait encore se convaincre de l'entière reprise en main du Plan par le président de la République, la création du conseil central de la planification suffirait. Coiffant le Commissariat général au Plan, ce conseil regroupe le Président, le Premier Ministre et deux autres ministres. Dans ces conditions, le Plan n'est plus qu'une simple étude de marché définissant des hypothèses et se refusant à tout choix.

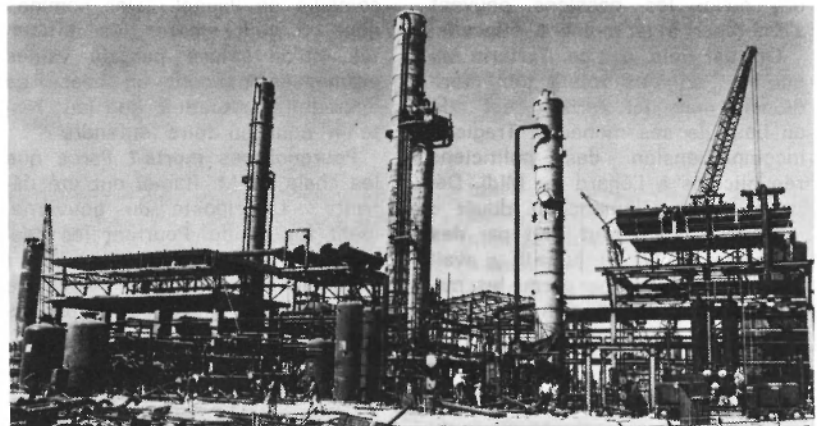
PATRONAGE ET PATRONAT

Les phases de préparation et d'élaboration du VII^e Plan, qui se terminent en ce moment, témoignent elles aussi des mutations de fond de la planification française. Une de ses vertus théoriques les plus séduisantes avait été, dès les origines, l'importante phase de concertation préalable. Pressé par les échéances (le vote de la loi approuvant le Plan est prévu pour juin)

mais offrant surtout une nouvelle preuve de son autoritarisme, le gouvernement a considérablement accéléré et simplifié la phase de concertation : les divers comités et commissions ne réunissent plus qu'un millier de personnes, contre 4.000 pour le VI^e Plan. Les discussions y sont des plus orientées, ne portant pas sur ce qui est considéré comme des **présupposés indiscutables** (l'ouverture croissante sur l'étranger par exemple) et souvent tributaires de décisions extérieures contraignantes (économies d'énergie, redéploiement industriel). Cela explique le caractère trop superficiel de leurs débats. Tels ceux de la commission « **Vie sociale** », ressemblant à des cercles de patronage : beaux projets d'aménagement du travail, du logement, des loisirs, de la vie familiale, culturelle (tous d'ailleurs très séduisants), mais aucune étude sérieuse des moyens de financement et enlèvement dans des recherches de définition (per-

mage est un mal structurel, et non conjoncturel, qu'il sera difficile à résorber sans changements profonds des politiques économiques. Il faut entre autres abandonner l'idée d'un lien nécessaire entre investissements et plein emploi. Surtout quand on connaît la nature de certains investissements industriels qui servent surtout à automatiser les processus productifs.

En approfondissant davantage la réflexion, on s'aperçoit que la solution aux problèmes économiques et sociaux français passe par une maîtrise absolue du destin national. Proposition évidemment absurde dans le cadre présent : comment stopper les importations de vin italien ou de chaussures brésiliennes et polonaises (cf. le drame de Fougères) sans subir très rapidement de naturels effets de rétorsion aux conséquences insupportables ? Il faut en revanche se persuader du caractère fallacieux de la **dualité libéralisme - protectionnisme**, deux



sonne disponible à la recherche d'un emploi — PDRE — au lieu de chômeur, exclu au lieu de handicapé...).

Par ailleurs le rôle prépondérant des organismes patronaux dans ces instances donne les limites de la concertation. Le Plan apparaît ainsi moins le lieu de choix et de définition d'un projet de société, que celui d'un arbitrage et d'une cohérence entre les groupes économiques dominants présentant leurs cahiers de doléances (allègements fiscaux, etc.). D'où le départ, en janvier, de la C.F.D.T. et de la C.G.T. des commissions.

UN AUTRE PLAN ?

Quel que soit le taux de croissance de l'économie française (4,5 ou 6 % par an) et dans le cadre actuel, il apparaît que durant toute la période d'exécution du VII^e Plan le nombre de chômeurs avoisinerait le million. Ce qui démontre, si besoin en était encore, que le chô-

mage est un mal structurel, et non conjoncturel, qu'il sera difficile à résorber sans changements profonds des politiques économiques. Il faut entre autres abandonner l'idée d'un lien nécessaire entre investissements et plein emploi. Surtout quand on connaît la nature de certains investissements industriels qui servent surtout à automatiser les processus productifs.

Dans ces perspectives, le Plan a un rôle primordial à jouer. Faisant la jonction entre les désirs de développement exprimés par les groupes sociaux français et les besoins de progrès réel des pays pauvres amis, il peut devenir un contrat à la base d'un projet de civilisation engageant la France dans le monde.

Antoine DELAPORTE.

les idées



par
gérard
leclerc

encore marx

Ce numéro de la N.A.F., une fois de plus, dénonce la réalité totalitaire... faut-il dire « marxiste » ? On est bien obligé dans la mesure où le portrait de Marx orne les bureaux des maîtres du Goulag, où ceux-ci à tout propos invoquent l'autorité d'un maître dont l'enseignement supposé ne cesse d'être seriné à tous les échos du vaste empire. Et pourtant, y croient-ils encore ?

Qui, ils ? Ces étudiants soumis six fois pendant cinq ans d'études au cours obligatoire sur le matérialisme dialectique ? Ceux-là se moquent de ce fatras insipide, de cette scolastique desséchée. Un bon observateur de la société soviétique, Olivier Clément, nous expliquait comment l'orthodoxie et le baptême retrouvent chez ces jeunes un prodigieux attrait. Certains d'entre eux ne vont-ils pas jusqu'à témoigner de leur foi d'une façon que le régime considère comme bravade ou provocation ? Et puis il y a encore ce fait stupéfiant : les enfants chéris et chouchoutés de l'U.R.S.S., ceux qui fabriquent les fusées, les usines, la puissance, ceux-là dont le régime a besoin plus que tout, n'hésitent pas à se servir de leurs privilèges pour pratiquer ouvertement la religion de leurs pères. Cette religion qui vaut menaces et persécutions aux humbles gens qui fréquentent les églises encore réservées au culte. Restent alors les hommes de l'appareil, les bureaucrates du Parti et surtout la caste dirigeante. Mais cette dernière, refermée sur elle-même, gardienne jalouse de ses privilèges nous est totalement inconnue. On peut présumer qu'elle veille à l'orthodoxie dont elle assume le magistère, dans le seul but d'assurer un pouvoir qui repose en grande partie sur la docilité intellectuelle et morale du peuple russe.

IDEOLOGIE SCLEROSEE

Cette orthodoxie est-elle conforme à la véritable pensée de Marx ? C'est une toute autre affaire. Edgar Morin a pu parler de la glaciation de l'idéologie avec le stalinisme. Le mot est juste, mais il n'évoque peut-être pas suffisamment l'aberration, le degré inouï de stupidité qu'a pu atteindre l'enseignement stalinien et sa prétention à définir les normes de la biologie ou de la physique conformément aux tables du matérialisme dialectique. Le nom de Jdanov est inséparable de ces sottises abyssales avec l'anathème jeté contre Heisenberg et son principe d'indétermination défini comme « le cadavre puant du machisme (1) galvanisé et traîné dans la science atomique ». Efim Etkind qui rappelle ces hauts faits dans le dernier dossier des *Nouvelles littéraires* consacré à Marx en l'an 2000, constate qu'aujourd'hui ces stupidités ont été bannies du langage officiel. Pourtant « la fameuse université de Leningrad porte encore le nom du même Jdanov. Pourquoi ? Mais parce que rien ne bouge. André Jdanov était un des chefs du Parti, il avait donc raison, même quand il prononçait les énormités que nous venons de citer. Le dogme de l'infailibilité du Parti reste inébranlable : Jdanov a parlé ex cathedra. »

Que peut être la force d'une orthodoxie qui ne se justifie même plus, qui ne tente même pas d'assurer rétrospectivement sa cohérence ? On peut se poser la question avec beaucoup de circonspection. Lorsqu'il n'y a plus que la fameuse langue de bois, une référence qui n'en est pas une, on peut se demander si l'idéologie peut être encore conquérante. A moins que le marxisme ne soit graduellement remplacé par autre chose : idéologie nationaliste de l'espèce frénétique, technocratie dans le genre scientifique. Toutes choses qui assureront encore sous le patronage marxiste, le pouvoir absolu des maîtres de la caste.

MARX RESPONSABLE ?

Mais Marx lui-même dans cette affaire ? Il serait certainement abusif de lui coller l'affaire Lyssenko sur le dos, et toutes les bourdes stalinienne. Est-ce à dire qu'une distinction absolue s'impose entre Marx et le marxisme ? Je reprendrais volontiers les remarques de Paul Thibaud (2) : « Il y a plusieurs niveaux dans la maison de Marx : l'étage du fondateur, l'étage de la doctrine marxiste, l'étage de la pratique. Mais si des escaliers réunissent les étages, les paliers sont distincts... » La métaphore est particulièrement heureuse, car elle distingue sans séparer, elle fait la part des responsabilités sans innocenter l'initiateur dont la pensée était grosse de périls plus ou moins prévisibles. Ainsi Thibaud montre comment la justification de l'Etat stalinien réside en partie dans la problématique de la fin des classes par la suppression de l'opposition entre propriétaires et prolétaires : « Une fois que, par principe, l'exploitation de l'homme par l'homme a été abolie, tout le reste n'est que modalité d'application. Il n'y a plus de peuple, plus de gens qui ont le droit de se dire dominés. L'Etat stalinien est bel et bien un mangeur de peuple, il contient le peuple, il l'a absorbé, il ne laisse plus rien à faire ni à dire à ceux qui sont en dessous. » Cette argumentation met en lumière une des grandes failles de la méthode de Marx celle qui résulte de sa méconnaissance de l'essence du politique. Celle-ci postule à la fois l'irréductible pluralité des groupes sociaux, le jeu

de leurs accords et de leurs antagonismes, et la nécessité d'un Etat situé en dehors de ce jeu.

LES CARENCES D'UNE PENSEE

Cette faille de méthode nous permet de prendre la mesure de la pensée de Marx, indépendamment du marxisme et des pratiques de type lénino-staliniens. Et sur ce terrain, je serais assez tenté de suivre les indications de Leroy-Ladurie. Toujours dans le dossier établi par Pierre Daix pour les *Nouvelles littéraires*, l'historien de Montaillou a confié pourquoi il ne pouvait plus croire à l'existence de Karl Marx, plus exactement à celle d'une pensée unifiée de Marx. Cette pensée qui associe une économie politique assez démodée, et une philosophie humaniste utopique, à des théories sociologico-politiques fort intéressantes, ne s'unifie vraiment qu'à travers le prophétisme eschatologique. Il vaut mieux donc reprendre la pensée de Marx (et non le marxisme), pièce à pièce, pour voir ce qui reste acquis à l'intelligence historique et peut servir encore d'instrument d'analyse. Leroy-Ladurie ne voit guère que les théories sociologiques qui incontestablement ont transformé l'étude de l'histoire, pour assurer à Marx une contribution « scientifique » durable. Encore fait-il des nuances de taille sur leur valeur, pour le remettre à sa véritable place : « Ses analyses sociologico-politiques sont admirables, mais, finalement, elle ne sont pas beaucoup plus fondamentales que celle de gens comme Tocqueville ou même de réactionnaires comme Le Play. »

Sur un domaine particulier, mais fondamental, Pierre Daix fait préciser à l'historien une des faiblesses majeures de Marx, là où pourtant il revendique sa force : « Dans son œuvre qui a su intégrer tellement de concepts, la démographie est restée complètement en dehors. Il est certain que, face à l'explosion démographique dans les pays sous-développés et inversement face à la baisse de la natalité en Occident, le marxisme n'a pas grand-chose à nous dire. » Leroy-Ladurie explique pour partie cette carence par l'aversion profonde que Marx éprouvait à l'égard de Malthus. Plus fondamentalement, le problème démographique ne mettait-il pas en cause l'attitude des peuples devant la vie et ce simple fait n'obligeait-il pas à considérer la substance de l'histoire autrement que Marx ? L'école démographique moderne, le développement de l'histoire quantitative, singulièrement l'œuvre d'un Pierre Chaunu, ont établi des correspondances vigoureuses entre les phénomènes démographiques, la croissance économique et l'attitude de confiance ou de refus face à la vie. Marx a ignoré complètement cela. Ses concepts et son prophétisme en sont remis en cause et cette très grave carence met en très mauvaise posture l'auteur du « Capital », comme penseur susceptible de nous donner les clés de l'avenir. Le voilà donc, de plus en plus remis à sa juste place. Reste que la civilisation des 22^e et 23^e siècles s'interrogera sur l'extraordinaire lustre passé de cette pensée, équivoque et inépuisable, selon le mot de Raymond Aron, qui éveilla tant d'espoir et suscita les tragédies du 20^e siècle.

Gérard LECLERC.

(1) Machisme : du nom du philosophe-physicien Ernst Mach, pour qui les choses sont des complexes de sensations et dont « l'idéalisme subjectif » a été dénoncé par Lénine dans « Matérialisme et empiriocriticisme ».
(2) Cf. le dossier très intéressant des *Nouvelles Littéraires* sur Marx, publié sous la direction de Pierre Daix — 11 mars 1976.

la résistance en

dans l'archipel...

« Non, si l'on doit s'étonner de quelque chose, ce n'est pas de l'absence de révoltes et de soulèvements dans les camps. C'est qu'il y en ait tout de même eu ! »

Ainsi parle Alexandre Issiaevitch Soljenitsyne dans le troisième et dernier volume de « L'Archipel du Goulag » (1). Cette dernière partie se devait d'être dédiée à tous ceux qui, jusqu'au bout, refusèrent le sort d'esclave qui leur était réservé. Curieusement, Soljenitsyne fait moins appel à des témoignages qu'à ses propres souvenirs.

Des noms résonnent étrangement : Kenguir, Ekibastouz, mélange paradoxal d'horreur et d'espoir. Horreur des camps où l'homme, ravalé au rang de bête, devient un loup pour l'homme. Espoir, lorsqu'un beau jour le Guide génial décide d'ouvrir des camps spéciaux pour détenus politiques. A vrai dire, le Moustachu avait bien commis la plus grande bétise de sa triste carrière. Désormais séparés des droits communs, les politiques fraternisent rapidement. Débarrassés des scories, on ne craint plus les vols, les bassesses. On est entre gens du même monde, entre soi, citoyens honnêtes frappés par la même main criminelle.

« Et ils se comptèrent. Et ils se rendirent compte que ce n'était pas du vide que contenait leur âme, mais des conceptions de l'existence

plus hautes que celles de leurs geôliers, de ceux qui les avaient trahis, des théoriciens qui leur expliquaient pourquoi il fallait qu'ils pourrissent dans les camps. »

De ce moment date la naissance d'une résistance organisée. De ce moment date la fin du règne des mouchards abattus un à un par on ne sait quels vengeurs anonymes. Car désormais, parmi les prisonniers, personne ne sait plus rien, personne n'a rien vu. « Et les loups ont compris que nous ne sommes plus les brebis d'antan. Que s'ils veulent nous cueillir, il faut qu'ils s'y prennent par la ruse, ou bien au poste de garde, ou bien un homme seul contre un détachement. Mais dans la foule, ils ne nous épinglez plus. Et nous autres, libérés de ce qui nous souillait, débarrassés des yeux qui nous surveillaient et des oreilles qui nous écoutaient, nous nous sommes tournés les uns vers les autres, tous regardés droit dans les yeux pour y lire que nous sommes des milliers ! des POLITIQUES ! capables désormais de résister ! »

Grèves, évasions, révoltes, les succès sont rares, les échecs mortels. Mais les zeks se montrent

« régénérés, sortis de leur marais nauséabond, d'accord pour mourir tous aujourd'hui même, plutôt que d'avoir à mener la même vie demain encore. »

Le phénomène fait tache d'huile. La direction du Goulag est prise au dépourvu. Le père des peuples sait-il ? Personne n'ose l'en informer. C'est alors que le Guide génial décide non moins génialement de mourir. Il n'aura jamais su que son œuvre favorite, son enfant chéri courait à la ruine. Soljenitsyne l'affirme : un an encore, et les camps auraient atteint un tel degré de révolte, que seule l'armée aurait pu en venir définitivement à bout. De stalinisme en déstalinisation beaucoup de prisonniers gagnent la liberté et jurent le silence (trop heureux !).

Mais il s'avéra bien vite que Krouchtchev était allé trop loin dans sa mansuétude. Le régime était déjà menacé. Alors, de déstalinisation en néostalinisme les camps s'emplissent à nouveau, au régime toujours plus sévère. C'est que, voyez-vous, même si « les gouvernants changent, l'Archipel demeure. Il demeure parce que ce REGIME-LA ne saurait subsister sans lui. S'il liquidait l'Archipel, il cesserait lui aussi d'EXISTER ».

Y. A.

(1) L'Archipel du Goulag, tome III, éd. Seuil.

... dans le pays

La résistance en Union Soviétique est un phénomène intellectuel. Au-delà de Plioutch et autres dizaines de milliers de personnes, on peut s'enorgueillir de compter une instruction, ni la situation sociale des « vedettes ». Pourtant, ce n'est que la partie immergée de l'iceberg soviétique.



Solzhenitsyne au Goulag

Photo extraite de l'édition en russe de « L'Archipel » publiée par YMCA-PRESS.

qui défend le goulag ?

Fâcheux appels téléphoniques que ceux qui ont pu reprocher à Soljenitsyne de se livrer à « un concert anticommuniste ». Ces appels tombaient d'autant plus mal que, soit pour avoir lu des témoignages sur le régime soviétique, soit pour avoir vu le film projeté ce soir-là, nous étions des millions d'anticommunistes, dans la mesure où le communisme se définit comme le régime politique de l'Union soviétique. C'est bien de cela qu'il s'agissait. Un communiste français devait-il s'en indigner ? Quant à moi, j'avoue ne pas avoir songé un seul instant à assimiler le communisme « avec toujours plus de liberté » que nous propose Georges

Marchais au régime du Goulag. Puis il y a eu ces stupides appels téléphoniques !

Sur le moment, j'ai cru voir dans ces appels une provocation de gens désireux, avant le second tour des cantonales, de jeter le discrédit sur les communistes français. De faux communistes, feignant une fausse indignation, faussement maladroite, voilà un procédé bien habile pour qui veut faire croire que des liens étroits subsistent entre communistes français et russes. Car en condamnant l'émission et son invité, les auteurs de ces appels justifiaient implicitement le régime des camps et l'extermination massive de plusieurs millions

d'hommes, justification qui emportait la défense du pouvoir soviétique. La provocation me paraissait trop belle, trop évidente.

Mais pourquoi donc a-t-il fallu que « L'Humanité » du lendemain matin fasse précisément référence à ces appels comme pour les reprendre à son compte, et mette ainsi à bas mon beau raisonnement ? J'aurais tant aimé croire que, comme Soljenitsyne, comme tous les Français, les militants du PCF condamnent le principe même des camps de concentration et non ceux qui s'y trouvent internés...

Y. A.

Il est difficile de parler de la résistance populaire en U.R.S.S. de par l'inorganisation d'un mouvement essentiellement spontané bien qu'étendu à toutes les sphères de l'activité sociale et politique. Cette absence de structure a pour corollaire l'extrême diversité des modes de résistance dont fait usage le peuple soviétique : politique (et notamment national), social ou religieux. A l'origine pourtant, une seule et même cause : l'aspiration à la liberté.

DE LA REVOLTE DES NON-RUSSES...

Ceci est très net chez les peuples des républiques non russes menacées dans leur originalité par

U.R.S.S.

La résistance n'est pas seulement un acte des Soljenitsyne, Sakharov, des hommes prestigieux, la Résistance est au sein des hommes dont ni le talent, ni même le talent ne font rien, ce sont ces hommes qui constituent la résistance contre lequel butte le pouvoir



l'appareil d'Etat soviétique au service du nationalisme grand-russe. Alors que la partie non russe de la population de l'Union s'accroît à vive allure, la sous-représentation déjà choquante des « allogènes » dans les centres de décision menace de devenir insoutenable.

Soutenues par cette dynamique démographique nouvelle, les minorités vont chercher à obtenir un réajustement moins favorable aux Russes. Ce réajustement, s'il intervenait, introduirait la contestation dans les organes dirigeants de l'Union et gangrènerait à l'extrême le corps soviétique. Mais les diverses revendications nationales n'ont pu trouver un terrain d'entente et la résistance n'est pas plus coordonnée à l'échelon des républiques qu'au niveau fédéral.

... A LA RESISTANCE RELIGIEUSE

Il en va de même sur le plan religieux. Il existe indéniablement un renouveau de la foi mais qui ne profite pas totalement aux Eglises officielles. Celles-ci en un sens s'appuient sur une tradition nationale dont elles fortifient la résistance. C'est le cas de l'Eglise orthodoxe (à loin la plus puissante) en pays « russe », des Eglises luthériennes dans les pays baltes ou des musulmans au sud. Mais les jeunes se méfient de ces institutions souvent largement infiltrées par le K.G.B. Ils leur préfèrent souvent des Eglises totalement clandestines dont différents témoignages attestent l'existence relativement structurée. Ou ils opposent le poids de l'inertie aux persécutions. Celles-ci ne manquent pas : un ouvrier, par exemple, peut être convoqué à la direction de son usine. Il comparaît devant le directeur de l'usine, le responsable syndical et le secrétaire du Parti. Ceux-ci, à force d'intimidations et de menaces, essaient de lui faire abandonner la pratique religieuse ainsi qu'à sa famille. De même, un examen d'athéisme scientifique existe à l'entrée de chaque université et de chaque institut supérieur pour s'assurer du conformisme idéologique de l'étudiant. Enfin, les églises sont souvent fermées et les baptêmes doivent être déclarés aux autorités ; parfois même des commandos de l'Agit-prop viennent troubler les offices. Certains croyants craquent, mais la majorité tourne avec obstination les interdictions, quitte à aller pratiquer à trente kilomètres de son domicile.

LES LUTTES SOCIALES EN U.R.S.S.

Reste l'aspect social. Malgré la faiblesse du niveau de vie, les revendications n'ont jamais réellement inquiété le pouvoir soviétique. Il y a bien sûr des manifestations. Mais le manque d'organisation atteint en ce domaine un tel degré que chaque travailleur se retrouve totalement isolé face au syndicat policier dont les seules fonctions consistent à diffuser les directives et à en surveiller l'application par les travailleurs. Les revendications violentes qui ont pu éclater, d'ailleurs vite et sévèrement réprimées, se sont cantonnées

à des unités de production assez localisées, à la suite de décisions impopulaires. Elles sont donc restées sans lendemain.

RESISTANCE ACTIVE ET PASSIVE

Au large éventail des revendications correspond des formes extraordinairement variées de résistance. Cas limite : en 1968, sur la place Rouge, une dizaine de personnes se sont payé le culot de déplier banderoles et affiches protestant contre l'invasion en Tchécoslovaquie. Et, malgré les efforts de la police soviétique pour faire cesser ce « scandale », les correspondants occidentaux furent avertis.

Parfois, les manifestations peuvent prendre un tour violent : ainsi, lorsque des travailleurs mécontents tentent de forcer un barrage de la milice. Il arrive d'ailleurs que la police préfère (cela s'est passé dans les républiques baltes) laisser s'écouler le cortège des manifestants qu'une caméra habilement dissimulée filmait au passage. Le lendemain, les meneurs sont cueillis un par un dans la surprise et la discrétion les plus totales, sans qu'une seule goutte de sang soit versée.

Mais la résistance peut conduire encore à la rébellion. D'après le journal danois « Expressen », une mutinerie eut lieu dans la nuit du 7 au 8 novembre 1975 en mer Baltique. Le fait n'est pas exceptionnel mais l'échec est malheureusement quasi assuré. Les mutins sautent par-dessus bord mais sont bientôt repris par la marine soviétique. Leur sort reste inconnu.

A côté de ces formes de résistance active la résistance passive reste plus fréquente. Elle se manifeste, entre autres, par la fuite des esprits, par la pratique religieuse — nous l'avons vu — mais aussi par la fascination qu'exerce un style de vie à l'occidentale plus libre et plus riche.

Aussi, toutes les modes venant de l'Ouest, principalement des pays anglo-saxons sont-elles guettées avec avidité. Les disques « pop » s'arrachent à une allure étonnante. Le « jean » fait fureur. Mais la « fuite des esprits » prend aussi d'autres tournures, beaucoup plus regrettables. Alcoolisme, hooliganisme, délinquance juvénile sont en constant accroissement, conséquences plus ou moins directes de la perte d'idéal chez de nombreux jeunes. De même constate-t-on une recrudescence des vols dans les usines, des malfaçons dans le travail, de l'absentéisme, qui apparaissent également comme une manière de résister contre la rigueur des conditions de travail et les bas salaires. De tels exemples pourraient être développés à l'infini.

Dans beaucoup de cas, la publicité internationale donnée à l'affaire peut jouer un rôle déterminant. Mais la personne qui en use doit savoir qu'il s'agit là d'une arme à double tranchant. Entre le moment

où la plainte d'un citoyen parvient en Occident et celui où l'Occident réagit, forçant la main du gouvernement soviétique, peuvent s'écouler de longs mois durant lesquels le plaignant se trouve soumis à un arbitraire total. Le plus souvent, il perdra son emploi. Aucune entreprise ne veut plus l'embaucher même à des postes subalternes. Partout où il va, la même question revient toujours : « d'où venez-vous et pourquoi avez-vous quitté votre précédent emploi ? » C'est alors que la justice soviétique s'en prend à lui pour parasitisme (considéré comme un délit en U.R.S.S.). Sa famille n'est pas plus épargnée. Si les enfants étaient inscrits en faculté ils sont prestement renvoyés. Des menaces anonymes s'abattent sur la famille du « renégat ». Mais en fait, hors d'un semblant de procédure légale, rien ne peut plus arriver à cet individu dont le gouvernement soviétique n'ait désormais à répondre devant l'opinion publique occidentale.

LE RECOURS A L'OCCIDENT

Une question reste primordiale : quel avenir pour la résistance soviétique ? Bien qu'aucun indice ne permette à terme de prévoir un bouleversement fondamental des données, il est possible de déceler deux pôles de regroupement autour desquels se cristalliseront toujours davantage les mécontentements : l'idée nationale et la religion. En effet, comme le note Alain Besançon (1) : « Un des efforts recherchés par le communisme de guerre, à défaut d'annihiler la société civile, est de supprimer son organicité. Les corps intermédiaires, les solidarités naturelles, les groupes sont brisés et chacun se retrouve devant l'Etat comme un atome solitaire. L'U.R.S.S. de 1953 n'était pas loin de présenter ce tableau. Vingt-cinq ans plus tard, il n'en est plus ainsi. » L'érosion des valeurs officielles aidant, le peuple soviétique a dû trouver des substituts. C'est alors que l'enracinement des peuples dans leur destinée nationale et l'influence des Eglises sur de larges couches de la population vont se manifester avec le plus de vigueur. Mais ne nous y trompons pas. Aucune force ne paraît actuellement apte à mettre sérieusement en cause le pouvoir soviétique et à proposer une alternative sérieuse. Même si le pouvoir soviétique venait à s'affaiblir subitement, il faudrait craindre toutes sortes de violences d'autant plus redoutables que les revendications qui les suscitent auront été plus largement réprimées, et qu'aucune organisation ne sera capable de la canaliser. Il est vrai qu'en Union soviétique, la révolution reste à faire !

Youri ALEXANDROV

(1) Alain Besançon — Court traité de sociologie à l'usage des autorités civiles, militaires et religieuses. Préface de Raymond Aron (Hachette).

lire

l'été grec

Il ne faudrait pas parler de ce livre mais le lire et s'en aller vers cette « Grèce quotidienne de quatre mille ans » que nous raconte Jacques Lacarrière.

Et il faudrait comme lui y retourner chaque année pendant vingt ans, franchir la barrière de la langue et parcourir les mêmes chemins — à pied, comme il se doit — pour se pénétrer complètement de cette terre et pour entrer en amitié vraie avec ce peuple.

Car *L'Été grec* (1) n'est pas, malgré la collection où il figure, un essai d'ethnologie ou la description savante de l'itinéraire d'un lettré. Non que la culture classique ne soit pas présente et vivante chez cet « helléniste marginal » qui a joué *Les Perses* à Epidaure. Mais ce livre est autre chose : au fil d'une longue errance, le récit d'une « liaison amoureuse » avec un peuple, avec un pays et son histoire.

Liaison ? Amour ? Il ne s'agit pas d'effets de style. Le désert exerce une étrange fascination et le « mal jaune » fait naître, dit-on, de sourdes nostalgies. Il n'est donc pas absurde de tomber amoureux de la Grèce... Mais alors il faut l'aimer tout entière, terre et pierres mêlées, passé et présent confondus.

Comment pourrait-il en être autrement ? Sauf pour les touristes débarqués d'un « Boeing » et qui « font les sites » en huit jours, la Grèce ne peut être pour le voyageur un simple champ de ruines maintenant déserté. Il y a les couleurs, il y a les odeurs — myrrhe, résine, thym, sauge, menthe — il y a son vin lourd et fruité et puis les « bouzoukia », les chants et les danses. Comment ne pas s'imprégner de tout cela, sur la route d'Epidaure, de Delphes ou de Mycènes ?

Et puis il y a la langue. Une langue vieille de trois mille ans. Une « langue identique dans ses changements successifs » qui a triomphé des Turcs comme elle se rit aujourd'hui de l'américanisation. Une langue qui fait l'unité profonde de la Grèce ancienne et moderne, elle aussi changeante et pourtant

identique. Fascination de ces mots qui viennent de si loin, comme de ces visages qui ressemblent aux fresques et aux statues...

Il serait absurde cependant d'idéaliser la Grèce, pour n'y voir que bergers inspirés et clartés antiques. Elle connaît sa part d'ombre. Et elle ne se laisse pas prendre aussi facilement qu'on pourrait le croire.

Qu'est-ce que la Grèce en effet ? Elle est aux sources de notre Occident mais elle porte aussi la marque de l'Orient : on le sent en écoutant sa musique, en montant dans un autocar — véritable communauté de destin —, ou en passant quelques heures à la terrasse d'un café. D'ailleurs, est-ce vraiment ce pays de la mesure cher à nos hellénistes distingués ? Ou bien n'a-t-elle pas toujours été, même aux temps classiques, le pays de la démesure ?

Ambiguïté de la Grèce, que révèle à chaque instant Jacques Lacarrière. C'est le Mont Athos, où se mêlent la piété la plus extrême et l'ignorance la plus noire — sauf chez l'étonnant père Nikone, anachorète russe et savant astronome. C'est le mélange de la beauté et de la misère, de la fierté et du sordide, de l'amitié véritable et des haines recuites.

C'est aussi le courage, le goût de la liberté et l'amour de la patrie, indéracinables malgré les invasions, les interventions politiques étrangères et les luttes internes. C'est tout cela la Grèce, et aussi tout ce qu'un article ne saurait contenir : la mer et les cyprès, les îles et les oliviers, le soleil et les nuits. Vous les retrouverez dans *L'Été grec*, qui est autre chose encore : une invitation à un premier ou à un nouveau voyage. L'un comme l'autre en seront illuminés.

Yves LANDEVENNEC

(1) Jacques Lacarrière : *L'Été grec* (Plon, collection Terre humaine).

Pierre Vianson-Ponté Lettre ouverte aux hommes politiques



Albin Michel

La lettre ouverte est un genre difficile : entre le cours de morale et la polémique personnelle, la voie se révèle particulièrement étroite pour qui veut dire son fait sans régler ses comptes et lancer des avertissements qui ne soient pas des exhortations gratuites.

Pierre Vianson-Ponté a su éviter ces écueils, faisant de son pamphlet un petit chef-d'œuvre d'analyse sensible et de roserie douce. C'est que le rédacteur en chef du *Monde* connaît bien sa classe politique, depuis trente ans qu'il la pratique. Il en a tant vu, et tant entendu, qu'il ne saurait plus vraiment s'indigner ou louer sans retenue. Question de distance, de réserve professionnelle. Peut-être aussi une certaine amertume ?

C'est dire qu'on ne trouvera dans la « Lettre » (1) de P. Vianson-Ponté aucun de ces cris, aucune de ces injures qui échappent parfois au polémiste classique. Chez lui le propos reste mesuré, les points d'interrogations nombreux et les coups de patte discrets.

Ils n'en sont pas moins acérés. Cette polémique douce est sans doute la plus redoutable : il suffit d'un mot pour désigner le point sensible, d'un détail pour détruire un personnage, d'un souvenir pour qu'on ait, tout à coup, envie d'aller fouiller dans les placards.

Ainsi Giscard, moqué d'une phrase — celle qui ouvre la lettre — et analysé en trois mots : « Sincérité, naïveté, fragilité ». Peut-être Vianson-Ponté sous-estime-t-il l'imposture et le cynisme du régime. Mais comment ne pas s'interroger avec lui sur l'attitude de Giscard le désinvolte en cas de coup dur ? Plus que la compétence ou l'aptitude aux réformes, c'est bien la grande question à laquelle personne ne peut répondre.

Ainsi Mitterrand accumulant depuis trente ans les lourds fardeaux

que l'auteur déballe une nouvelle fois, tout en dressant du Premier secrétaire du Parti socialiste un portrait d'une grande finesse.

Ainsi Jacques Chirac qui ne sort pas grandi de l'addition de quelques détails biographiques parfaitement révélateurs de la nouvelle classe politique, forgée par l'ENA et les cénacles élyséens.

D'autres portraits viennent compléter la galerie. Georges Marchais, sans doute le moins réussi — mais que dire de nouveau sur un pur produit de l'appareil du Parti ? Poniatowski son contraire, produit du Gota dont la carrière, les choix et l'attitude présente posent encore beaucoup de questions ; Michel Rocard à l'existence longtemps paradoxale ou encore Michel Debré et Pierre Mendès-France — les préférés de P. Vianson-Ponté.

Et puis il y a tous les autres, membres d'une petite classe toujours turbulente, parfois menteuse et souvent inconsciente, à laquelle un observateur privilégié s'efforce de donner quelques conseils : au moment où le vieux système politique craque de toutes parts, à la veille d'un changement de majorité, au milieu d'une crise dont on mesure encore mal la nature et la portée, il s'agit en effet de cesser de jouer la comédie, pour devenir « anormalement et exceptionnellement sérieux ». Du sérieux ? Le moins qu'on puisse dire est qu'avec Giscard nous sommes mal partis...

B. LA RICHARDAIS

(1) Pierre Vianson-Ponté : *Lettre ouverte aux hommes politiques* (Albin Michel).

l'avenir du p.c.

Dans cette rubrique destinée à nos lecteurs il nous est impossible de publier les lettres anonymes. En revanche nous n'indiquons, en règle générale, que les initiales de nos correspondants sauf s'il nous ont expressément fait part de leur désir de voir figurer leur nom complet.

• Ne considérez pas la souscription que je vous envoie comme une carte blanche à la N.A.F., que je conteste sur des points très importants tels que les centrales nucléaires. Je trouve également que votre silence en ce qui concerne la jeunesse paumée, zonards, camés et beatnicks de tous poils, sans parler des loulous de banlieue, est un silence honteux. La révolution se fera sans vous si vous ne vous intégrez pas dans ce mouvement marginal. Le marginalisme est un refus d'intégration au système qui risque de se traduire

un jour par une formidable révolte où nous aurions notre chance de faire triompher le système politique que nous souhaitons. Actuellement, la N.A.F. est complètement hors du mouvement marginal, et donc, pour tous les marginaux la N.A.F. est intégrée au système, donc rejetée comme un quelconque parti...

M.C. (Seine-Saint-Denis).

• C'est avec une certaine surprise que j'ai reçu un exemplaire de votre journal (...). Vous parlez d'un « esprit de résistance à l'euro-péisme et à l'impérialisme américain » : voilà où vous montrez le bout de l'oreille ! Que Maurras eut pris parti contre le parlement européen, c'est vraisemblable. Mais que vous, à l'heure où blindés et avions soviétiques arrivent aux frontières de l'Afrique du Sud, après avoir atteint la pointe de Camau au Sud-Vietnam et bouclé le golfe d'Aden en Somalie, qu'à

cette heure-là, vous luttiez contre l'impérialisme américain, que vous ne disiez pas un mot des 50.000 blindés du pacte de Varsovie et de la flotte soviétique qui inonde l'Océan indien et encercle l'Europe et l'Afrique, montre que vous êtes manipulés ou noyautés par la propagande communiste et que vous n'êtes qu'un franc-tireur du P.C. contre notre indépendance.

Seuls les Etats-Unis aujourd'hui nous permettent encore de circuler dans notre Occident, de lire ce que nous voulons, en un mot d'être libres. Voilà la réalité. »

L. B. (Neuilly)

« Dans son éditorial, Bertrand Renouvin écrit du P.C. qu'« il peut s'enraciner plus profondément dans le sol de France, comment ne pas s'en réjouir. » D'accord avec la N.A.F. pour estimer que le Parti change. Je suis bien plus nuancé lorsqu'il dit que ce changement n'est pas tactique (car en définitive si les voies pour arriver au communisme évoluent — abandon de la dictature du prolétariat — le but final ne change pas) et vous savez mieux que quiconque à la N.A.F. ce qu'est l'homme commu-

niste. Je m'élève donc contre l'affirmation selon laquelle on devrait se réjouir de l'enracinement des communistes sur le sol de France car cela témoigne :

— sur le plan des idées de l'échec de nos propres idées qui ne sont pas en mesure de séduire — hélas — de plus en plus de monde. Le communisme même « bien tempéré » resterait un idéal acceptable ?

— sur le plan pratique et j'en parle là en professionnel, lorsque les communistes s'installent quelque part dans une commune, par exemple, ou un conseil d'administration d'H.L.M., autre exemple, ce n'est pas la dictature du prolétariat mais la dictature tout court du Parti et cela n'a rien de drôle. Aussi bien je considère comme un double échec pour nous même, une extension de l'influence communiste et, tout compte fait, je me demande s'il n'y a pas de la naïveté et un peu d'illusion à parler, même au niveau de la lutte contre l'Europe, d'un combat commun entre la N.A.F. et un P.C. aussi bien structuré et efficace. »

M. D. (Alpes-Maritimes)

la mauvaise humeur

la grande rigolade

Le 11 mars dernier, le Président de la République a offert un repas « détendu » aux membres de son gouvernement. Selon Le Monde, les agapes élyséennes ont été suivies d'une parodie des chefs des délégations européennes par M. Bonnet et de jeux de société (belote, bridge, etc.). Cette petite fête réunissait 70 personnes, puisque les secrétaires d'Etat et les épouses avaient été conviés. D'où deux conclusions :

1) Plus on est de fous, plus on rit.

2) La mise en boîte de diplomates étrangers sera du meilleur effet pour l'avenir des négociations agricoles où, comme chacun sait, tout baigne dans l'huile.

Ceci dit, soucieuse de participer comme d'habitude à l'effort de décrispation nationale et internationale, la NAF se permet de suggérer humblement au Président de la République quelques idées vraiment marrantes :

— M. Poniatowski, déguisé en Arabe, exécute une danse du ventre en chantant « Rabadja la moudère ». Excellent pour les rapports franco-algériens.

— M. Lecanuet imite Tinô Rossi dans ses grands succès et raconte aux convives les dernières histoires corses. Très bon pour calmer les esprits dans l'île de Beauté.

— M. Chirac, comme à l'accoutumée, pourrait choisir les coups en douce, du genre farces et at-trapes : verre baveux contenant du vin du Midi, fluide glacial appliqué sur la chaise de Françoise Giroud, camembert musical pour faire rire Fourcade (Eh oui, il faut descendre à ce niveau-là !)

— Ne parlons pas du général Bigeard : il est à soi seul un spectacle tout entier. Et puis quoi, chacun sait où se terminent les « dégagements » des militaires (aucun rapport, bien entendu, avec la nomination d'un « M. Prostitution »).

Enfin, on murmure que Giscard songerait à lancer une « société ludique avancée » tandis que M. Stoleru lancerait une grande campagne pour le « travail dans la joie ».

Tout ceci au niveau des cercles dirigeants, bien sûr. En choisissant la franche rigolade, M. Giscard d'Estaing n'a jamais précisé qu'elle devait être populaire.

Y. L.

bureaucratie

chômage :

remèdes ou recettes

« Quand j'entends le mot emploi, je sors mon fonctionnaire. » La formule est sans doute impropre et on la chercherait vainement parmi les propos courtois échangés par MM. Fourcade et Mitterrand.

Mais on le sait, ce dernier voit dans la création de 150 à 200 000 emplois dans la fonction publique une importante possibilité de résorption du chômage.

Plus sophistiquée, l'attitude gouvernementale dénote une concordance de vues assez étonnante. Le pouvoir est enfin conscient, non point tellement du scandale que constitue l'existence de plus d'un million de chômeurs, mais plutôt des risques qu'une telle situation fait peser sur l'avenir politique de la majorité. M. Giscard d'Estaing décide donc de prendre des mesures... et crée un « comité interministériel pour la promotion de l'emploi ».

Car il est bien connu que ce sont les fonctionnaires et non les entreprises qui créent les emplois !

Voilà donc de nouvelles structures administratives mises en place pour la plus grande joie de quelques dizaines de hauts fonctionnaires accumulant les nominations dans les commissions diverses, dont le nombre se multiplie à un rythme accéléré depuis deux ans.

Finalement, si la vieille recette de la gauche ne déclenche pas l'enthousiasme — et c'est peu dire — elle apparaîtrait presque plus honnête que celle de la droite au pouvoir reconstituant à coup de commissions, comités ou groupes d'études une véritable administration parallèle dont l'entrée est réservée aux membres de la caste.

Philippe d'Aymeries.

la prime

Y aurait-il quelque chose de changé au pays du « réalisme socialiste » ? On se le demande, il est vrai, tout au long de « La Prime », le film du Soviétique Sergueï Mikaelian ; car le thème — pas très original — de la production s'y trouve cohabiter avec celui, beaucoup plus inhabituel, de la contestation.

La prime, c'est la récompense de quarante roubles accordée par l'Etat aux travailleurs d'un complexe industriel en construction, pour avoir dépassé les normes prévues par le plan et mérité par là la troisième place dans la « compétition socialiste ». Mais la prime, pour le chef d'équipe Potapov, ce n'est pas autre chose que le prix du mensonge : lui sait bien, en effet, que le plan n'a été dépassé que parce que, ses objectifs ont été réduits en cours de réalisation. Il sait aussi que cette prime de quarante roubles n'est qu'aumône dérisoire en regard de l'argent perdu par les ouvriers à la suite d'innombrables arrêts dans l'activité du chantier, conséquence d'une gestion et d'une organisation déplorables.

Alors Potapov, suivi des dix-sept hommes de son équipe, a décidé de refuser la prime. Comportement « hors normes », voire scandaleux, qui provoque immédiatement la réunion des cadres du chantier qui se trouvent être aussi (peut-on s'en étonner ?) les responsables du Parti.

La presque totalité du film se déroule entre les murs d'un baraquement du chantier, sous la forme de cette réunion exceptionnelle où s'affrontent, à huis-clos, Potapov-le-contestataire et le comité du Parti : le directeur du chantier, le responsable des questions économiques, le directeur du « dispatching », le jeune secrétaire du Parti dans le rôle déterminant d'arbitre et meneur de jeu.

Cette très longue scène — plus d'une heure — est l'occasion, pour Mikaelian, de cerner avec une rigueur extrême la psychologie des cadres soviétiques : par leur « code », leur arrivisme, leur complicité mêlée de méfiance, et à travers la partie d'échecs qu'ils se livrent, ils rappellent étrangement les technocrates occidentaux auxquels ils n'ont rien à envier.

Dialogue âpre, intense, très bien filmé, au cours duquel Potapov oppose à la suspicion (« il doit être envoyé par quelqu'un », murmure le directeur du chantier), aux tentatives d'intimidation, puis à une dialectique tortueuse mais parfaite-

ment rôdée, la seule force de son honnêteté et de son entêtement. Travailleur consciencieux, soucieux de la qualité de son travail, Potapov va, au fil de cette réunion, passer du rôle d'accusé à celui d'accusateur : chiffres à l'appui, il dénonce la mauvaise gestion du chantier, l'incapacité de sa direction.

Juste révolte, à ce point puissante qu'elle ne saurait raisonnablement s'amplifier en dehors du Parti, ce que comprend parfaite-

ment son secrétaire qui va, peu à peu, la canaliser, soutenir le contestataire et amener progressivement le comité à renoncer à la prime, à prononcer le constat d'échec de l'organisation du chantier, suscitant par là la destitution de son directeur.

Si « La prime » a effectivement pour point de départ un acte contestataire, il s'agit, en regardant de plus près, d'une contestation tout à fait limitée : la remise en question des responsables s'arrête en fait à l'échelle du chantier et n'évoque jamais ni une politique d'ensemble, encore moins le système qui en est l'initiateur. On perçoit très nettement un blocage dans le raisonnement, un « au-delà » qu'il n'est pas question de franchir.

Quand on sait que « La prime » a été commandée à Sergueï Mikaelian par les instances soviétiques les plus officielles, quand on se souvient que Leonid Brejnev lui a personnellement apporté sa cau-

tion et que le film, très largement diffusé, a été vu par vingt millions de Soviétiques, on est tout à fait assuré que si contestation il y a, il s'agit bel et bien d'une contestation permise. Le secrétaire général du P.C.U.S. n'a-t-il pas récemment rappelé que, dans le domaine culturel, seraient « sévèrement blâmées les œuvres ternes et fades, et à plus forte raison entachées de lacunes idéologiques » ? Et le souci de Potapov le contestataire — à savoir une exigence envers la qualité du travail et l'organisation de la production — ne recoupe-t-il pas très exactement ceux exprimés par le XXV^e Congrès ?

Reste, malgré tout, un film parfaitement maîtrisé par son réalisateur, dans lequel quelques très belles images, certaines notes d'humour, la grande qualité des comédiens apportent les éléments d'une bouffée d'air frais dans ce temple clos de l'idéologie.

B.Z.

images

la femme au foyer

Jean Gorini, présentateur de l'émission « Soixante minutes pour convaincre », diffusée sur TF 1 le jeudi 11 mars, nous avait averti : il s'agissait d'une émission consacrée aux femmes, réalisée par les femmes et à laquelle ne participaient que des femmes.

Dans ces conditions la galanterie — expression hier rétro mais qui, cependant, a été employée au cours de l'émission — eut sans doute voulu que je cède ma place à une femme pour rendre compte de ce qui s'est dit au cours de cette soirée. Les délais de confection du journal n'ont pas permis la chose ; puis-je au moins espérer que quelques lectrices de la N.A.F. donneront, avec leur sensibilité féminine, leur point de vue sur la question : Pourquoi la femme au foyer ?

Mme Leroux, ancienne journaliste, avait le redoutable honneur de défendre l'idée de la femme au foyer, conception de l'organisation de la vie familiale que ne partageaient pas, en début d'émission, 58 % des Français interrogés.

Depuis une quinzaine d'années, un renversement spectaculaire de tendance dans l'opinion publique qui selon l'amusante expression de Mme Leroux « a viré de bord tel un canon de 75 » a été constaté. Alors qu'il y a peu, la femme « modèle » se devait de rester à la maison, il est convenable de nos jours, pour être dans le vent, pour être « in », de considérer la femme au foyer comme une « demeurée »,

une « démodée » par rapport à celle qui travaille « heureuse, épanouie, émancipée, libre ».

Tous ces lieux communs ont volé en éclat sous les arguments de Mme Leroux. Il est vrai qu'il était aisé de répondre aux piètres interrogations de J. Gorini : « Comment une femme peut-elle se réaliser en restant au foyer, comment va-t-elle se valoriser ? » et les réponses venaient, naturelles : « Je donne à mes enfants le meilleur, au lieu de travailler pour de l'argent, je travaille pour de l'amour ». Et la question aurait du être posée : « Comment se valorisent par leur travail les dizaines de milliers d'ouvrières et de fonctionnaires des catégories subalternes obligées, davantage par nécessité économique que par goût, à effectuer des tâches essentiellement répétitives, des jours et des semaines durant ? ».

Qu'ont apporté au débat les autres interventions féminines de la soirée ? La gentillesse et la légitime lassitude d'une mère de sept enfants qui reste au foyer, tendent à prouver que le problème posé n'est pas simple, bien qu'une solution puisse, d'ores et déjà, être envisagée par la mise en œuvre d'une politique familiale globale. On pouvait remarquer l'inconsis-

tance et la légèreté du discours de F. Giroud qui, pour l'occasion, méritait de retrouver le surnom de « Bouchon » dont elle était affublée lorsqu'elle s'occupait de cinéma au temps de sa jeunesse.

Qui a pu supporter les propos de la militante du M.L.F. et le véritable déluge verbal qu'elle nous a infligé où, pêle-mêle, l'on reconnaissait les mots de dépendance, esclavage, Hitler, mari, Franco, droit... Comment faire comprendre à cette passionaria que la vie du couple est fondée davantage sur la complémentarité que sur l'égalité ? Comment une telle frénétique peut-elle admettre cette belle confession de Mme Leroux : « Je suis du type : Familles je vous aime ».

En fin d'émission 6 % de Français de plus avaient été convertis aux thèses de la femme au foyer. Cela ne veut rien dire car il est évident qu'en dehors d'une heureuse bouffée d'air pur, cette émission ne règle pas un problème dans lequel trop d'éléments extérieurs entrent en ligne de compte pour influencer les choix que l'on peut être conduit à faire.

La femme au foyer ou non ? C'est un problème d'organisation de société, c'est même un problème fondamental de civilisation. « 60 minutes pour convaincre », c'est bien court. Excellente soirée tout de même.

M. FONTAURELLE.

la n.a.f. en mouvement

mercredis de la n.a.f.

Les mercredis de la N.A.F. ont lieu dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris-1^{er} - 4^e étage). A partir de 19 h 30, autour d'un buffet, lecteurs et sympathisants se retrouvent en une discussion libre et amicale, à 20 h 30 commence la conférence. Prochaine réunion le mercredi 7 avril sur le thème : « **Problème d'aggiornamento, l'Eglise et la N.A.F.** ».

photos

Le groupe audiovisuel de la N.A.F. vous propose une pochette de vingt diapositives couleur sur les « **Journées royalistes** » de Versailles. Commandes au journal. Prix de la pochette franco 35 F.



Edité par S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs,
Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93
Abonnement trois mois : 20 F
Abonnement six mois : 40 F
Abonnement un an : 70 F
Abonnement de soutien : 120 F
C.C.P. N.A.F. Paris 193.14 Z
Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Les illustrations et photos illustrant ce numéro ont été fournies par le groupe audio-visuel et sont la propriété de la N.A.F.
IMP.S.O.SPARI

notre diffusion

Notre journal n'est pas diffusé dans les kiosques. Nos moyens financiers ne nous permettent pas d'envisager des campagnes publicitaires importantes, ni des prospections massives d'abonnement d'essai. Pour nous, pas de dépliants promotionnels sur papier glacé, ni d'affiches en quadrichromie, nous sommes pauvres — ce qui est la preuve de notre indépendance et de notre liberté d'esprit — mais ce qui est aussi un handicap énorme à notre progression.

Nos seuls agents publicitaires, nos seuls propagandistes, ce sont nos lecteurs, c'est vous ! Sans votre aide, rien n'est possible, rien ne sera possible et notre entreprise ne servirait à rien.

Tout nous indique qu'un public nouveau, important, existe. C'est à la conquête de ce public que nous vous convions.

Plusieurs moyens sont à votre disposition pour cela :

— la participation à notre souscription permanente pour nous donner les moyens financiers nécessaires pour augmenter le tirage et assurer l'envoi du journal pendant quelques semaines à de nombreux lecteurs potentiels ;

— l'envoi, par vos soins, de numéros du journal à certains de vos amis susceptibles d'être intéressés par tel ou tel article. Il vous suffit de le mettre sous bande affranchie à 0,25 F. Nous tenons des exemplaires de la N.A.F. à votre disposition au tarif suivant :

5 exemplaires : 10 F ;
10 exemplaires : 20 F ;
15 exemplaires : 28 F.

Précisez à la commande le ou les numéros que vous désirez.

— La recherche dans votre ville d'un kiosque qui accepterait de vendre la N.A.F. (pour cela nous tenons à votre disposition un « guide de la diffusion en kiosque » qui vous donnera tous les renseignements désirables) ;

— enfin nous faire parvenir les noms et adresses de toutes les personnes qui selon vous, pourraient être intéressées par la N.A.F. et auxquelles nous pourrions envoyer des spécimens du journal. Maintenant c'est à vous de jouer pour que notre journal multiplie son audience d'une manière spectaculaire.

Notre succès dépend de vous !

Yvan AUMONT.

communiqués

Le cinquième Colloque Charles Maurras se tiendra à Aix-en-Provence du 9 au 12 avril. Son thème général en sera « **La condamnation de l'Action Française par l'Eglise catholique** ». De très nombreuses communications sont annoncées ainsi que la participation d'une impressionnante liste d'universitaires. Nous avons relevé, en particulier, les noms de MM. Nguyen, J. Vier, De Corte, Debray, Freund, Rivet, Poulat, Loubet del Bayle, Aries, Prevotat, Favre.

Le programme détaillé, les renseignements pratiques sont à demander au Centre Charles Maurras, B.P. 76, 13607 Aix-en-Provence.

On nous annonce la création de l'association « Vendée militaire-Louis XVII ». Cette association totalement apolitique se propose d'étudier le règne fictif de Louis XVII et les insurrections contre-révolutionnaires qui eurent lieu de 1793 à 1815 et en 1832 dans l'ouest de la France. L'association publie une revue trimestrielle « **Savoir** » et se propose d'organiser en novembre un colloque sur « **l'histoire de la continuité royaliste depuis la mort du comte de Chambord** ».

Le siège de l'association est chez M. Lambert, 4, square du Mont-Cassin, 49000 Angers.

à lire

— Le **Projet royaliste**, par Bertrand Renouvin, paru en novembre 1973 rassemble les thèmes de combat en vue de mieux définir l'identité « **nafigiste** ».

— Un autre **Maurras**, par Gérard Leclerc, précise la part essentielle d'une pensée trop souvent mécon nue et justifie les liens qui nous unissent aux aspects créateurs de l'œuvre du philosophe royaliste.

— Le **Comte de Paris** ou la pas-

sion du présent, par Philippe Vi-meux, fait découvrir aux royalistes la véritable personnalité d'un prince dont aucun ouvrage n'avait, jusqu'à ce jour, étudié la pensée et l'action.

Le **Projet royaliste** : 18 F (franco 20 F).

Un autre **Maurras** : 30 F (franco 32 F).

Le **Comte de Paris** ou la passion du présent : 26 F (franco 28 F).

Commandes au journal ou au Centre d'Etudes de l'Agora, 29, av. Trudaine, Paris-9^e. Règlements à l'ordre de l'I.P.N. - CCP La Source 34 874 76 A.

adhérents

Le renouvellement annuel des cartes d'adhérents est en cours. Seuls recevront la nouvelle carte les adhérents ayant réglé leur cotisation de janvier. Que les retardataires se mettent en règle sans tarder. Quant à nos lecteurs, non encore adhérents, nous les invitons à nous demander les conditions d'adhésion au mouvement. Adhérer c'est matérialiser son accord avec les idées fondamentales de la N.A.F.

bulletin d'abonnement

Les abonnés de la N.A.F. reçoivent en supplément, « **La lettre de la N.A.F.** », publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

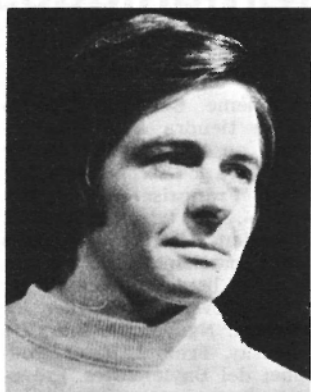
Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 193-14 Paris

naf 17 rue des petits champs 75001 PARIS



par
bertrand
renouvin

l'échec de giscard

De sondages en élections cantonales, voilà qui ne fait de doute pour personne : giscardiens et giscardisme sont tenus en échec par une gauche qui a le vent en poupe. Aux cantonales, toutes les formations se réclamant de la « majorité présidentielle » reculent, tandis que le Parti socialiste progresse de façon spectaculaire. Et, selon les sondages publiés à la veille ou au lendemain de ces élections, la gauche unie obtiendrait entre 53 et 56 % des suffrages s'il s'agissait maintenant d'élire des députés.

POURQUOI ?

Les stratèges du Pouvoir cherchent pour la plupart à minimiser leur défaite. Mais comment leurs arguments pourraient-ils faire illusion ? Ni le « manque d'organisation » de la droite, ni le choix de la « non-politisation », ni l'absence d'un enjeu crucial ne peuvent masquer le caractère politique de l'échec d'une majorité désormais minoritaire dans le pays. Qu'on ne vienne pas non plus suggérer que tel chef de parti et tel conseiller portent la responsabilité de ces élections ratées. Tout autant que MM. Chirac

et Poniatoski — dont les troupes ont été pareillement étrillées — c'est la politique du Président de la République qui est en question.

Nous le disions déjà dans notre dernier numéro : le spectacle du « changement », le mythe de la « société libérale avancée », la situation économique et une longue série de fautes politiques ont mécontenté et inquiété l'électorat giscardien : le grand patronat a dénoncé l'organisation de la non-croissance et de la désindustrialisation du pays ; les petits entrepreneurs ont été durement secoués par la vague de faillites et les paysans de l'Est et du Midi excédés par une politique purement répressive. M. Giscard d'Estaing pensait peut-être que de beaux discours, des gestes calculés et la promesse poniatowskienne de la « sécurité » ferait passer ce goût d'amertume. Le voici maintenant fixé sur les réactions d'une partie de son électorat.

Mais la gauche tant courtisée ? Malgré la volonté de transformer la France en un « vaste chantier de réformes » et en dépit de manœuvres de débauchage, les signataires du « Programme commun » ont préféré miser sur le mécontentement plutôt que sur la proposition présidentielle d'un « gouvernement au centre » nécessairement inconstant. Ils ont apparemment misé sur le bon cheval.

Cela signifie que l'idée giscardienne d'un rééquilibrage des institutions par une politique de balance entre le centre-droit et le centre-gauche est tombée à l'eau. Donc la bataille des législatives va s'engager classiquement entre une « majorité » et une opposition parfaitement définies et délimitées. Donc M. Giscard d'Estaing, comme autrefois M. Pompidou, va être obligé de mettre en jeu son mandat présidentiel puisqu'une majorité parlementaire de gauche ne lui laisserait d'autre choix que la soumission ou la démission.

QUE FAIRE ?

Dans ces conditions, il est évident que le combat va s'engager dès maintenant. Mais en fonction de quelle stratégie ?

Deux sont en effet possibles. Ainsi, certains commentateurs opposent un Lecanuet partisan de la poursuite des réformes et un tandem Chirac-Poniatowski soucieux de les modérer. Autrement dit, Giscard aurait le choix entre l'illusionnisme réformiste et un conservatisme qu'il n'a jamais songé à remettre sérieusement en question : dans un décor identique, sur un texte inchangé, il s'agit de décider quel sera le jeu du comédien.

Encore faudrait-il, si l'on décide de poursuivre le spectacle du changement, avoir un grand dessein à proposer aux Français. Un instant, au début de cette année, la « construction » politique de l'Europe a semblé en tenir lieu : comme autrefois, l'idée d'une solution de nos difficultés par une « fuite en avant » dans le magma européen paraissait habile. Puis ce fut le silence du côté

officiel, à tel point qu'on pouvait se demander si Giscard l'inconstant n'avait pas changé d'avis, de rêverie ou de tromperie. Et maintenant on annonce un Conseil des Ministres exclusivement consacré à l'Europe...

Nous verrons bien. Mais on peut d'ores et déjà observer que le « projet européen » suscite l'hostilité toujours plus nette d'une partie de la « majorité », comme en témoigne la réunion du bureau exécutif de l'U.D.R., le 15 mars : les restrictions à l'élection européenne sont tellement nombreuses que le texte apparaît comme un désaveu des thèses officielles. Or M. Chirac était présent lors de ces débats... On se perd en conjectures. Mais il est certain qu'une grogne aussi forte n'est pas une bonne chose, au moment où les troupes battent en retraite. Enfin, la décision de retirer le franc du « serpent » monétaire — qui sanctionne toute une politique économique — est aussi un aveu d'échec quant aux intentions européennes du Président de la République. D'ailleurs, y croit-il, y croyait-il ou y a-t-il jamais cru ? Pour l'Europe comme pour le reste, Giscard reste l'indécis qu'il a toujours été.

LA GAUCHE AU POUVOIR ?

Abandonnant le réformisme en trompe-l'œil et le flou européen, M. Giscard d'Estaing choisira-t-il pour plus de sûreté l'autre stratégie, qui consiste à accorder le dire et le faire, en gouvernant vigoureusement à droite ? L'antisocialisme dont M. Chirac nous a donné un avant-goût en novembre dernier serait alors jumelé à la politique anticommuniste chère à M. Poniatoski. Autrefois, cette politique était toujours électoralement rentable. Mais aujourd'hui ? Aux cantonales, le Parti communiste n'a pas fait de progrès spectaculaires, tandis que le Parti socialiste apparaissait comme le premier parti de France. Dans ces conditions, le mythe de Kerensky et la ritournelle sur la « volaille socialiste toujours bonne à plumer » seront plus difficiles à utiliser. Resterait toujours la possibilité de provocations politico-policières et de chantage à la violence dont nous avons eu maints exemples depuis bientôt deux ans.

Ces expédients n'ont cependant pas empêché la gauche de marquer des points pendant toute cette période. Forte de sa première victoire, elle va se durcir pour mieux vaincre. Et la peur ne conseillera pas à la droite moins de conservatisme et de violence. Aussi entrons-nous dans une période de guerre civile larvée, qui verra se dresser deux France l'une contre l'autre.

Cela n'est pas nouveau. Mais autrefois la guerre civile demeurait « froide », selon la formule d'André Fontaine. Il est inquiétant que la « société libérale avancée » coïncide avec le recours aux armes dans le règlement des conflits politiques et économiques. Alors qu'advient-il dans une situation politique tendue à l'extrême ?

Bertrand RENOUVIN